

Cela doit être le message politique du Troisième Sommet des Amériques, qui réunit les leaders démocratiquement élus dans la région, aux négociateurs commerciaux qui vont travailler au cours des prochaines années pour définir les propositions qui visent à établir une zone de libre-échange.

Étant donné que le libre-échange est un instrument au service du développement et de la justice, il est évident que ce serait une erreur, et une erreur grave, de faire de certaines normes de développement social des conditions préalables au libre échange. Cela reviendrait à dire que le développement est une condition indispensable pour parvenir au développement. Ce serait ce que l'on appelle en logique « une pétition de principe » et, en bon portugais, faire passer la charrue avant les boeufs.

La lutte entreprise pour protéger l'environnement et améliorer les normes et les conditions de travail reste essentielle et doit continuer à bénéficier d'une haute priorité dans l'agenda international et dans toutes les réunions. Ce combat ne peut cependant se transformer en un prétexte pour imposer des pratiques protectionnistes ou une distorsion aux échanges commerciaux.

La tâche qui s'impose, en matière de protection de l'environnement, consiste à renforcer les régimes et les mécanismes de coopération élaborés par la communauté internationale. Pour renverser les tendances de réchauffement de la planète, qui nous affectent tous, il est essentiel de maintenir les processus de négociation sous l'égide de la *Convention sur les Changements Climatiques* et son *Protocole de Kyoto*.

Monsieur le Premier ministre, mesdames et messieurs,

Aujourd'hui, à l'aube d'un nouveau siècle, nous est offerte la réelle possibilité de faire du continent américain, pour tous ceux qui y vivent et y vivront, une terre de liberté et de justice.

À plusieurs reprises, tout au long de notre histoire, s'est manifesté l'idéal d'un système panaméricain basé sur des principes d'égalité et de respect mutuel.

À l'aube du XIX^e siècle, des hommes comme Thomas Jefferson et le diplomate lusitain-brésilien en Correa Serra rêvaient déjà d'un « système américain ». Depuis lors, le chemin suivi n'a certes pas toujours été libre d'erreur mais il a laissé un legs : la vision d'un continent américain bien défini, non par l'asymétrie du pouvoir, mais par la communauté de valeurs. Il dépendra de nous, de notre travail et de nos décisions, de faire de cette vision une réalité. Il revient aux leaders politiques — chefs d'État, de gouvernement, parlementaires, de société civile — de promouvoir les valeurs de notre hémisphère.

Les milliers de personnes qui se manifestent dans les rues de Québec attendent cela de nous. Leur protestation est motivée par la crainte d'une ZLEA ou d'une mondialisation qui n'aurait plus « face humaine ». Tel est le défi que nous devons relever.

Et ce qui est encore plus important : les centaines de millions de personnes qui ne sont pas venues à Québec mais dont le destin est indissociable de l'intégration de l'hémisphère attendent cela de nous, non seulement au terme de cette rencontre, mais également au cours des prochaines années.